



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-cinquième session
Rome, 2-3 décembre 1998

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

POUR

LE PROJET EN FAVEUR DES PETITS PAYSANS DE LA RÉGION DU SUD-OUEST
PHASE II

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la République dominicaine	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	4
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs du projet	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement du projet	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	13
J. Aspects novateurs	13
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	14
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS TO THE DOMINICAN REPUBLIC (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA À LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. DESARROLLO COMUNITARIO (DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE)	5
V. ORGANIGRAMA DE LA UNIDAD GERENCIAL DEL PROYECTO (ORGANIGRAMME DE L'UNITÉ DE GESTION DU PROJET)	7
VI. ORGANIZACIÓN Y ADMINISTRACIÓN (ORGANISATION ET GESTION)	8
VII. ENVIRONMENTAL SCREENING AND SCOPING NOTE (ANALYSE DE LA SITUATION ET DE L'IMPACT ÉCOLOGIQUES)	7
VIII. OBJETIVOS, COMPONENTES, ACTIVIDADES Y PARÁMETROS PRODUCTIVOS Y FINANCIEROS (OBJECTIFS, COMPOSANTES, ACTIVITÉS ET PARAMÈTRES OPÉRATIONNELS ET FINANCIERS)	9

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Peso dominicain (DOP)
1,00 USD	=	15,00 DOP
1,00 DOP	=	0,06 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

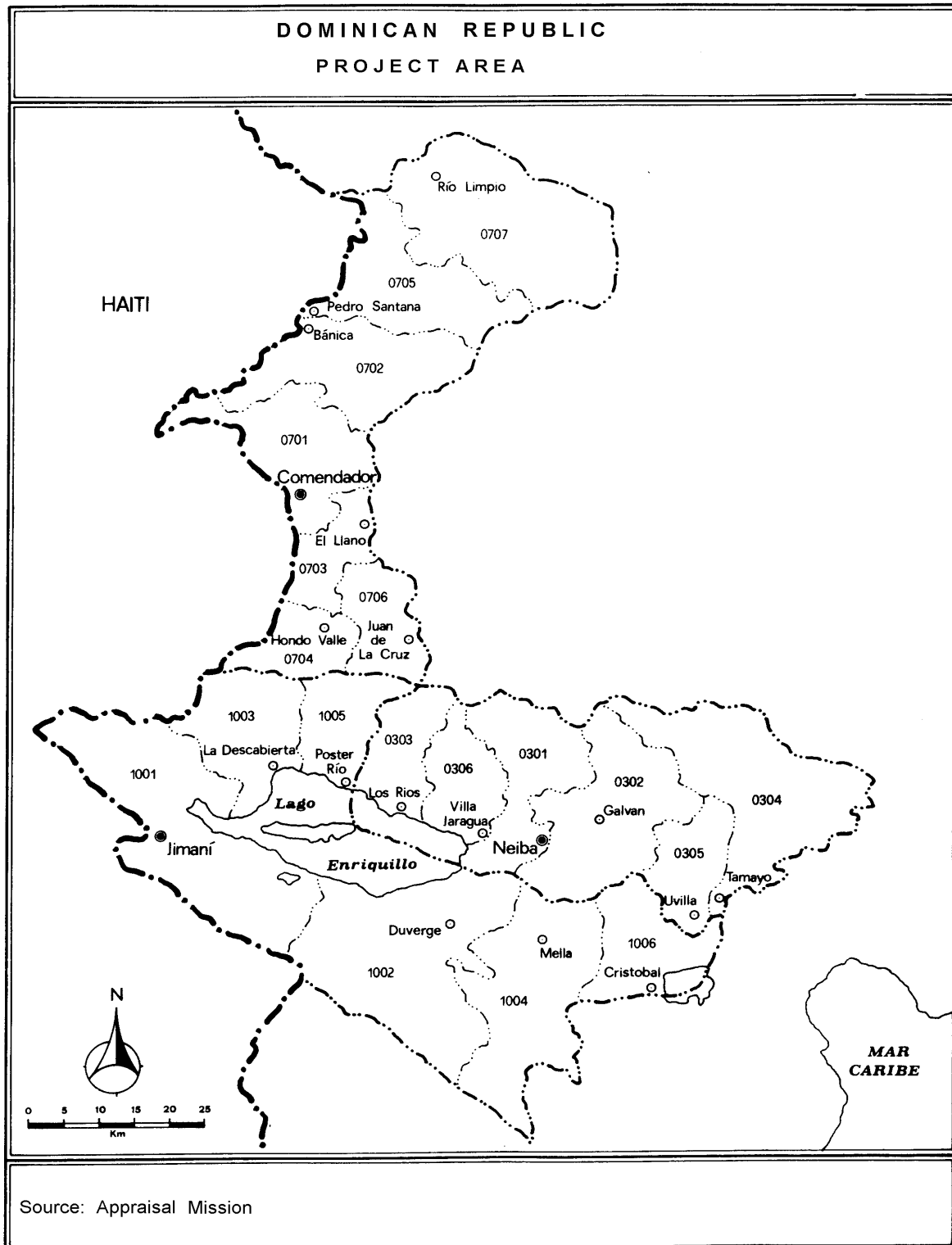
ADEMI	Asociación para el Desarrollo de la Microempresa (Association pour le développement de la micro-entreprise)
BID	Banque interaméricaine de développement
CPE	Comité de planification et d'exécution
DGPM	Dirección General de Promoción de la Mujer (Direction générale de la promotion de la femme)
GTZ	Office allemand de la coopération technique
IAD	Instituto Agrario Dominicano (Institut agraire dominicain)
INDRHI	Instituto Nacional de Recursos Hídricos (Institut national des ressources hydriques)
ONAPLAN	Oficina Nacional de Planificación (Office national de planification)
ONG	Organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
STP	Secretaría Técnica de la Presidencia (Secrétariat technique de la présidence)
UGP	Unité de gestion du projet

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Année budgétaire

1^{er} janvier - 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

PROJET EN FAVEUR DES PETITS PAYSANS DE LA RÉGION DU SUD-OUEST PHASE II

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République dominicaine
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Secrétariat technique de la présidence/ Office national de planification (STP/ONAPLAN)
COÛT TOTAL DU PROJET:	17,6 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	8,75 millions de DTS (équivalent approximativement à 12,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds.
COFINANCEUR:	Aucun
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	2,5 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	2,6 millions de USD
CONTRIBUTION DES ONG:	500 000 USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Supervisé par le FIDA

NOTE DE PRÉSENTATION

La zone du projet couvre 19 communes des provinces de Bahoruco, Independencia et Elías Piña, dans le sud-ouest du pays, le long de la frontière avec Haïti. Sur la carte de la pauvreté de la République dominicaine établie par l'Office national de planification (ONAPLAN), les trois provinces concernées figurent parmi les plus déshéritées: 86% des 43 419 familles recensées dans la région vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Les populations rurales pauvres visées par le projet sont des familles de petits exploitants, de micro-entrepreneurs et d'ouvriers sans terre, au sein desquelles les femmes sont le plus systématiquement défavorisées. Les conditions climatiques et pédologiques, l'accès limité à la terre, le chômage, la faiblesse des services agricoles et financiers et la rareté des investissements publics réalisés jusqu'ici dans la région sont autant de facteurs qui expliquent la pauvreté. Les petits producteurs agricoles ont recours à des emplois saisonniers mal rémunérés pour compléter leur revenu et la plupart des jeunes, qui ont très peu de possibilités de travailler et de gagner leur vie sur place, quittent la région. L'émigration, vers Santo Domingo City ou vers l'étranger, est particulièrement forte chez les femmes.

Le projet a pour objectif général d'améliorer les conditions de vie et d'accroître les revenus des ruraux pauvres, de remédier à l'extrême pauvreté, d'augmenter la production des exploitations agricoles et des micro-entreprises et de faire en sorte qu'elle soit mieux rémunérée. Il vise plus particulièrement à: i) développer les sources de revenu agricole et non agricole des familles; ii) élargir l'accès aux circuits de financement locaux pour investir dans des activités agricoles et des micro-entreprises; iii) améliorer localement les équipements collectifs et les infrastructures de production, les routes et les conditions de vie; iv) renforcer la capacité des organisations locales et des organisations non gouvernementales (ONG) d'assurer aux communautés des services sociaux et de production.

L'approche participative adoptée par le projet insiste sur la synergie des efforts nécessaires pour encourager, préparer et mettre en oeuvre les initiatives et les investissements des participants. C'est dans cette perspective que des organisations intermédiaires, parmi lesquelles des ONG locales qui joueront le rôle d'agents de promotion, seront chargées d'aider les organisations communautaires à dresser des listes d'activités répondant à leurs besoins. Les bénéficiaires auront ainsi la possibilité de formuler leurs propres initiatives en concertation avec ces agents de promotion. La mise en oeuvre des activités sera financée par un programme de dons de contrepartie destinés à responsabiliser les communautés intéressées à l'égard du projet et à garantir la sélection des propositions les plus réalistes. La même méthode pourrait être appliquée aux bénéficiaires dont les investissements productifs seront financés par un mécanisme d'épargne et de crédit approprié.

Le projet devrait permettre de constituer un réseau de producteurs agricoles, de micro-entreprises, d'associations d'usagers de l'eau, de groupes de femmes et de jeunes et d'organisations villageoises. Des responsables formés à cet effet participeront activement aux efforts de développement locaux, tout en assurant la liaison avec les plans et programmes adoptés au niveau provincial. Toutes les actions viseront à favoriser l'équité entre les sexes. On estime qu'au moins 10 500 familles bénéficieront des équipements sociaux et des routes; 2 800 familles de petits exploitants du crédit agricole, de l'assistance technique et de l'irrigation, dont au moins 1 000 femmes chefs de ménage; et 1 350 ouvriers agricoles et non agricoles, dont au moins 50% de femmes, du crédit, de l'assistance technique et des micro-entreprises rurales.

Le coût total de ce projet de six ans est estimé à environ 17,6 millions de USD, dont 12 millions (68% du total) seront financés par un prêt du FIDA. Les 5,6 millions restants (32% du total) proviendront de sources locales (bénéficiaires, ONG et gouvernement).



RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
POUR
LE PROJET EN FAVEUR DES PETITS PAYSANS
DE LA RÉGION DU SUD-OUEST - PHASE II

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République dominicaine d'un montant de 8,75 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,0 millions de USD) à des conditions intermédiaires, en vue de contribuer au financement du Projet en faveur des petits paysans de la région du sud-ouest - Phase II. Le prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds. Il est proposé que ce projet dû à l'initiative du FIDA soit directement supervisé par le Fonds en raison de son approche novatrice de la collaboration entre institutions publiques et privées.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. La République dominicaine occupe les deux tiers (49 000 km²) de la partie orientale de l'île d'Hispaniola dans la mer des Caraïbes. En 1997, sa population était estimée à 8 millions d'habitants, dont 35% en zone rurale. On comptait environ 3 millions d'actifs en 1995, et le secteur agricole et para-agricole en absorbait 25%.
2. Grâce au programme d'ajustement structurel engagé en 1990, le pays a réussi à réduire sa dette publique et son taux d'inflation (actuellement de l'ordre de 8%) ainsi qu'à stabiliser le taux de change. Cet effort, parallèlement aux aides publiques accordées à la construction et au tourisme, a permis à la République dominicaine de renouer avec une forte croissance économique après une longue période de crise, de sorte qu'en 1997 le produit intérieur brut (PIB) était revenu en termes réels aux niveaux enregistrés dans les années 70. Le tourisme, l'industrie et l'exportation de produits agricoles non traditionnels contribuent désormais de plus en plus à la croissance, à l'emploi et à la création de revenus. Toutefois, malgré les réformes et changements de politiques, la situation macro-économique du pays demeure fragile en raison de l'exiguïté de l'assiette fiscale et de graves distorsions.
3. Le **secteur agricole** représente environ 13% du PIB et plus de 30% des exportations. Sa croissance a été inférieure à celle du PIB au cours des dernières décennies. De fait, à l'exception de quelques nouvelles cultures, la production agricole baisse régulièrement depuis 1983. Bien que les nouvelles filières comme l'ananas, la banane, les agrumes et les fleurs soient en expansion, les petits et moyens exploitants qui continuent de se consacrer aux cultures traditionnelles ont vu la surface totale

¹ Pour de plus amples informations, voir l'appendice I.



de leurs terres agricoles diminuer, de même que leurs revenus et leurs perspectives d'activité. Les distorsions du système foncier, la mainmise de l'État sur les terres et le grand nombre d'exploitations sans statut officiel contribuent à cette situation.

4. La **pauvreté rurale** est une constante dans l'histoire de la République dominicaine et la principale cause d'émigration de sa population. C'est dans les provinces occidentales qui bordent la frontière avec Haïti, y compris celles d'Independencia, Bahoruco et Elías Piña où se situe la zone du projet, que la pauvreté et l'extrême pauvreté sont le plus répandues. De ce point de vue, les politiques macro-économiques appliquées depuis 1990 ont légèrement modifié la situation dans le pays, mais s'il est vrai que dans les villes le chômage a quelque peu régressé, aucun progrès n'a été fait dans les campagnes.

5. Le plan national de développement mis en place par le gouvernement du président Fernández (élu en 1996) accorde un degré élevé de priorité à la lutte contre la pauvreté rurale. D'après une enquête conduite en 1997, le critère de pauvreté dans la zone du projet a été fixé à 2 USD par personne et par jour pour tous les besoins essentiels et à 1 USD par personne et par jour pour le panier alimentaire (pauvreté critique). Dans les trois provinces considérées, plus de 85% de la population rurale vit au-dessous du seuil de pauvreté et environ 40% au-dessous du seuil de pauvreté critique.

B. Données d'expérience

6. **Activités²**. Le FIDA a financé quatre projets en République dominicaine (pour un montant total de 36,1 millions de USD consenti à des conditions intermédiaires), à savoir: le Projet de consolidation et développement de la colonisation rurale (prêt 028-DO) clôturé en juillet 1989; le Projet de développement de la petite culture vivrière (prêt 098-DO) clôturé en décembre 1989; le Projet en faveur des petits paysans de la région du sud-ouest (prêt 216-DO), première phase du projet présenté ici, qui s'est achevé en décembre 1997; et le Projet de développement agricole de la région de San Juan de la Maguana (prêt 345-DO) dû à l'initiative de la Banque interaméricaine de développement (BID) et cofinancé par elle, actuellement en cours d'exécution.

7. **Enseignements**. La première phase du Projet en faveur des petits paysans de la région du sud-ouest a donné des résultats contrastés. Les associations d'usagers de l'eau et les groupements féminins ont été constitués comme prévu, mais l'octroi de crédit à la production en faveur des petits exploitants n'a pas vraiment eu de retombées positives et la coordination entre les composantes aussi bien qu'entre les autorités et les autres institutions a laissé à désirer. À la longue, l'approche par le haut a fini par décourager les bénéficiaires. En outre, l'orientation des activités, qui privilégiaient nettement les investissements dans l'infrastructure (irrigation et drainage), n'était pas de nature à favoriser une démarche axée sur la demande.

8. Les enseignements de la première phase, dont il a été tenu compte pour la seconde, montrent qu'il est important: i) de retenir les projets identifiés par les communautés et les groupes bénéficiaires afin de venir en aide au plus grand nombre; ii) de placer les bénéficiaires sur un pied d'égalité avec les autres acteurs du processus de sélection, de conception et de mise en place des infrastructures, et de les associer au contrôle de qualité; iii) d'étudier rigoureusement *ex ante* les institutions chargées de gérer le crédit; iv) de faire intervenir un ensemble d'institutions publiques et privées aux côtés d'associations locales recrutées en faisant jouer la concurrence; v) d'encourager la participation des femmes et de leur offrir des chances égales à tous les niveaux de l'organisation et des activités du projet.

² Pour de plus amples informations, voir l'appendice II.



C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la République dominicaine

9. **Politique nationale de lutte contre la pauvreté.** Depuis 1996, l'action du gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté et de développement rural a pris diverses formes: équipements sociaux, coordination multisectorielle des initiatives publiques, augmentation des dépenses en faveur de l'éducation et de la santé, distribution de terre et octroi de crédits aux petites entreprises. Toutes ces activités ont été coordonnées par le Secrétariat technique de la présidence, à travers l'Office national de planification (ONAPLAN), la responsabilité de la distribution de terre et de l'attribution de titres fonciers étant confiée à l'Institut agricole dominicain (IAD). D'autres mesures gouvernementales sont plus particulièrement destinées à améliorer les conditions de vie des femmes, dans les villes et les campagnes, sous les auspices de la Direction générale de la promotion de la femme (DGPM). Les politiques de modernisation et de décentralisation appliquées par l'intermédiaire de l'ONAPLAN confèrent de plus en plus de responsabilités en matière de développement local aux organismes publics des provinces et des communes. Au niveau des provinces, les services de planification multisectorielle fournissent une assistance technique aux conseils de développement en collaboration avec les collectivités locales et les organisations de base. Enfin, un programme de promotion des petites et micro-entreprises a été adopté dans le but de lutter contre la pauvreté.

10. **Actions de lutte contre la pauvreté des autres grands donateurs.** La BID et le FIDA sont actuellement les principaux bailleurs de fonds qui participent au programme de lutte contre la pauvreté de la République dominicaine. La BID a fourni un financement pour le programme PRO-COMUNIDAD qui appuie des projets d'investissements collectifs dans les villes et dans les campagnes. Conjointement avec le FIDA, elle finance également le programme PRODAS, dont la composante la plus importante est la construction d'un barrage et d'un réseau d'irrigation. L'Office allemand de la coopération technique (GTZ) participe actuellement à un projet d'aménagement des forêts de terre ferme, et l'Institution allemande de crédit pour la reconstruction prépare une proposition de financement complémentaire pour le programme PRO-COMUNIDAD. De son côté, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a accordé un soutien à un programme stratégique de formation au développement économique et de financement de nouvelles formules de crédit, et elle collabore à présent à un programme conjoint d'aménagement du bassin de l'Artibonito (que le FIDA appuiera également). Enfin, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) finance un programme de développement humain durable qui vise à renforcer les institutions publiques et les organisations de base locales pour leur permettre de prendre en charge elles-mêmes des plans et des programmes de développement. Il est prévu de coordonner le nouveau projet du FIDA présenté ici avec les activités du programme PRO-COMUNIDAD, ce dernier étant le seul à intervenir dans les trois provinces considérées.

11. **Stratégie du FIDA.** Le gouvernement s'est engagé à moderniser les institutions publiques, à privatiser certains services et à décentraliser la planification. Sa nouvelle vision du développement fait désormais une plus large place à la "responsabilisation" des bénéficiaires à l'égard des projets et de leurs résultats. La République dominicaine est aujourd'hui entrée dans une phase de plus grande ouverture économique et de décentralisation des processus de décision et de formulation des politiques au profit des organisations de base. La stratégie du FIDA dans ce pays tient compte de tous ces éléments en favorisant une approche de la pauvreté rurale fondée sur la participation, la flexibilité et la décentralisation, et elle cherche à mettre en place des mécanismes démocratiques, c'est-à-dire axés sur la demande des communautés, pour la définition des priorités d'investissement. Le Fonds reconnaît qu'il est nécessaire de rendre les communautés plus autonomes et de renforcer les moyens institutionnels dont elles disposent, grâce à l'action concertée du secteur public et du secteur privé, des



organisations de base et des coalitions stratégiques, afin d'élargir l'accès des populations rurales pauvres aux ressources productives. Sa stratégie favorise en outre la collaboration interinstitutionnelle dans la zone du projet de manière à encourager la coopération au niveau de la planification et à éviter le chevauchement des activités.

12. **Justification du projet.** Ce projet de six ans, dû à l'initiative du FIDA, contribuera à remédier à la pauvreté rurale et à renforcer les actions prioritaires des autorités. Il a notamment pour but: i) de mettre en place un processus de planification annuelle des activités, participatif et axé sur la demande; ii) de charger le secteur privé d'assurer des services techniques et organisationnels; iii) d'appuyer les services financiers ruraux en faisant appel aux circuits locaux non officiels et en s'inspirant des enseignements tirés de la distribution de microcrédits par des institutions réalisant des opérations de premier et de second rang; iv) de favoriser l'équité entre les sexes à tous les échelons du projet. Un fonds réservé aux initiatives communautaires sera créé avec les ressources du projet pour aider les communautés rurales à sélectionner les investissements qu'elles souhaitent réaliser dans le domaine de la production et des équipements collectifs, ainsi que pour établir les procédures de coordination avec les plans et les programmes de développement des provinces. Le FIDA appuiera également les activités d'aménagement du bassin de l'Artibonito et de développement durable de la production dans toute la zone du projet.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

13. **Zone du projet.** Les provinces de Bahoruco, Independencia et Elías Piña, dans le sud-ouest de la République dominicaine, regroupent 19 communes. La Sierra de Neiba, qui coupe d'est en ouest la zone du projet, se sépare en deux chaînes distinctes délimitant une large vallée arrosée par le Valle Juelo. Au nord-ouest, le lac Enriquillo, situé entre les montagnes de Neiba au nord et celles de Bahoruco au sud, est une vaste étendue d'eau située 40 m au-dessous du niveau de la mer qui présente une salinité deux fois supérieure à celle de la mer des Caraïbes non loin de là. Le bassin inférieur est une zone tropicale semi-aride à végétation naturelle éparses ayant une pluviométrie moyenne de 600-700 mm par an, alors que les précipitations annuelles atteignent en moyenne 1 800 mm dans le bassin supérieur, au nord, qui constitue ainsi une source d'eau douce pour la région. La température annuelle moyenne est comprise entre 26,3 à 27,9° C, l'humidité relative moyenne est de 73% et l'évapotranspiration varie de 1 200 à 1 800 mm.

14. L'exploitation agricole est largement dominée par le métayage et l'occupation des terres sans titre. Plus de 60% des petits exploitants ont des parcelles de moins de 2,5 ha, et il n'existe pas de terres communales. Les pluies sont insuffisantes, les réseaux d'irrigation souvent en piteux état, et une bonne partie des terres irriguées sont utilisées pour la production vivrière. Les problèmes de transport et de stockage se traduisent par des rendements extrêmement faibles de la production agricole et horticole, avec des pertes de récolte allant jusqu'à 50%. Les organismes publics de régulation des prix ont souvent introduit des distorsions qui ont davantage nui que profité aux bénéficiaires. On trouve encore aujourd'hui sur le marché des produits importés subventionnés à des prix inférieurs aux coûts de la production locale.

15. La grande pauvreté qui sévit dans la région a incité plusieurs organisations internationales et ONG à intervenir dans la zone du projet, notamment: i) *Mujeres en Desarrollo* (femmes et développement) spécialisée dans les programmes visant à promouvoir le rôle des femmes dans le développement et qui mènent actuellement un projet de formation, d'assistance technique, de soins de santé et de microcrédit avec le concours du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP); ii) la *Fundación para el Desarrollo de la Región Sur* (fondation pour le développement de la région sud) qui offre des services d'assistance technique et de microcrédit dans certaines communautés

rurales de la zone du projet; et iii) *World Vision*, qui met en oeuvre des programmes techniques et de formation dans les domaines de l'agriculture durable, de la micro-entreprise et du crédit, à travers le Fonds d'investissement pour le développement de la micro-entreprise; iv) l'Association pour le développement de la micro-entreprise (ADEMI); v) la *Fundación para el Desarrollo Comunitario* (fondation pour le développement communautaire), active dans la province d'Elías Piña.

16. Les principaux organismes publics présents dans la zone du projet sont les suivants: i) l'Institut national des ressources hydriques (INDHRI), dans le district d'irrigation d'Enriquillo; ii) l'IAD, par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux; iii) la Banque nationale de l'agriculture, qui dispose de quatre succursales dans la zone; iv) le Secrétariat à l'agriculture, à travers ses antennes de vulgarisation provinciales. Les conseils provinciaux de développement mis en place dans le cadre de la réforme et des politiques de modernisation des autorités dominicaines ont été chargés de superviser les services qui relèvent d'habitude de l'administration centrale et s'emploient à renforcer le secteur public en coordonnant les efforts des administrations et des organismes provinciaux, des communes et des organisations de base.

17. **Groupe cible.** La zone du projet compte 208 300 habitants, dont 138 000 installés en zone rurale. On estime que 86% (118 000 habitants) de la population rurale vit au-dessous du seuil de pauvreté et 42% dans des conditions d'extrême pauvreté. Le groupe cible comprend 21 500 familles (sur un total de 43 419 dans la zone visée) composées de petits exploitants, de micro-entrepreneurs et d'ouvriers agricoles et non agricoles sans terre. 27% des familles rurales ont à leur tête une femme.

18. Les producteurs agricoles (hommes et femmes) de la zone du projet sont essentiellement des exploitants plus ou moins isolés des débouchés commerciaux. La production est destinée à la consommation familiale, l'excédent étant vendu sur les marchés locaux. Parmi les facteurs qui contribuent à la pauvreté figurent notamment: i) l'absence d'assistance technique et de technologies appropriées; ii) l'accès limité aux services financiers; iii) l'absence de titres fonciers; iv) la faiblesse des circuits de commercialisation. Les petits agriculteurs prennent des emplois saisonniers mal rémunérés pour compléter leur revenu et il est très difficile pour les jeunes, en particulier les filles, de trouver localement du travail ou une source de revenu, ce qui alimente une émigration massive vers Santo Domingo City et vers l'étranger.

B. Objectifs du projet³

19. **Objectifs.** L'objectif général du projet est d'accroître les revenus et d'améliorer les conditions de vie des ruraux pauvres ainsi que de remédier à l'extrême pauvreté. Il s'agit plus particulièrement: i) de développer les sources de revenu liées à la production agricole et non agricole; ii) d'élargir l'accès des membres de la famille aux sources locales de financement pour leur permettre d'investir dans des activités agricoles et des micro-entreprises; iii) d'améliorer localement les équipements collectifs et productifs ainsi que les routes et les circuits de commercialisation; iv) de renforcer la capacité des organisations locales et des ONG d'assurer aux communautés des services sociaux et de production.

20. **Méthodologie.** Le projet s'articulera autour de deux grands axes: développement communautaire et activités familiales rémunératrices. Son approche participative signifie que seules seront financées les initiatives sélectionnées par les bénéficiaires en fonction de leurs priorités. Cette sélection se fera à partir d'un "menu" d'activités susceptibles d'être entreprises par des familles rurales

ou

des

³ Voir le cadre logique à l'appendice III.



communautés paysannes pour densifier le tissu social dans l'optique de la production. Des efforts seront également déployés pour renforcer les organisations de base en vue de les aider à se développer, à s'organiser et à renforcer leurs liens avec les organismes publics de planification et de développement au niveau des provinces.

C. Composantes

21. Le projet a trois composantes: développement communautaire; services financiers; gestion et supervision. Un fonds administré par l'unité de gestion du projet (UGP) sera créé pour financer au moyen de prêts non remboursables les investissements sociaux et productifs des communautés rurales pauvres. Un autre fonds permettra de consentir des crédits remboursables aux clients qui remplissent les conditions requises, et des mécanismes de mobilisation de l'épargne seront également mis en place.

22. **Développement communautaire.** Des ONG locales ou des organisations de base structurées, recrutées par le projet en tant qu'agents de promotion, encourageront la participation aux activités proposées et donneront aux communautés locales la formation nécessaire pour les aider à se regrouper et à faire connaître leurs besoins. Ces agents de promotion, organisés par zone géographique, sont censés renforcer les capacités d'organisation et de production des groupements communautaires, ainsi qu'identifier les investissements productifs et les équipements collectifs que devra financer le fonds d'investissement communautaire. La programmation annuelle découlera naturellement de la sélection et de la hiérarchisation des activités par les bénéficiaires et les communautés, selon une approche participative par le bas.⁴ Les initiatives ainsi retenues seront financées en partie au titre du projet et en partie par les communautés participantes.

23. Le cofinancement des activités sélectionnées par les communautés prendra la forme d'un apport de main-d'oeuvre et de matériel d'origine locale, complété par de petites contributions monétaires pour les activités de production. Ce type de financement vise à faire en sorte que les bénéficiaires se sentent "responsables" des sous-projets qu'ils auront eux-mêmes sélectionnés et mis en oeuvre.

24. Plusieurs types d'investissements sont envisagés: petits travaux d'irrigation, approvisionnement en eau des communautés, conservation des sols et protection des bassins versants, construction de logements et amélioration des installations rurales (*bateyes*), dispositifs permettant aux femmes de consacrer moins de temps aux tâches domestiques, construction, réparation et entretien de routes rurales. On s'attachera en priorité à trouver de nouveaux débouchés pour la production des exploitations agricoles et des micro-entreprises, à élargir l'accès aux marchés et à fournir des conseils juridiques aux bénéficiaires pour leur permettre de formaliser leurs droits de propriété sur la terre.

25. Les bénéficiaires feront eux-mêmes des propositions et les classeront par ordre de priorité avant qu'elles ne soient évaluées par le Comité de planification et d'exécution (CPE) en fonction de leur intérêt sur le plan social, économique et environnemental. Les sous-projets ainsi sélectionnés seront ensuite intégrés au programme de travail annuel du projet.

26. Le fonds d'investissement communautaire fonctionnera selon les règles consignées dans un manuel préparé par l'UGP à la satisfaction du FIDA. Le contrôle de qualité et l'évaluation des travaux sous-traités se feront avec la participation directe des bénéficiaires.

⁴ Voir l'appendice IV.



27. **Services financiers.** Le principal objectif de cette composante est d'assurer l'accès aux services financiers des petits exploitants et des entrepreneurs de la zone du projet, hommes et femmes confondus, afin d'appuyer leurs activités de production. Les agriculteurs concernés sont ceux qui ne disposent pas de plus de 4 ha de terre irriguée ou de 12 ha de terre non irriguée. Pour les micro-entreprises, les critères de sélection seront fonction du revenu brut et du nombre de travailleurs embauchés.

28. L'ADEMI, qui a de bons résultats à son actif, a été choisie pour se charger des opérations de rétrocession de prêts et de mobilisation de l'épargne auprès des petits producteurs et des micro-entrepreneurs de la zone du projet. D'autres institutions comparables de second rang seront également appelées à participer à ces opérations au cours de la deuxième et de la troisième années afin d'élargir le rayon d'action du projet. Ces institutions financières de second rang consentiront à leur tour des crédits à des intermédiaires de premier rang, en faisant appel au réseau local de banques villageoises, d'ONG et de coopératives d'épargne et de crédit pour l'octroi de prêts aux bénéficiaires. La concurrence et le partage des risques seront ainsi encouragés au premier comme au second rang. Des prêts à court, moyen et long terme seront accordés pour des investissements et des besoins de trésorerie à court terme dans le domaine de la production agricole, des micro-entreprises et des nouvelles filières de commercialisation. Pour réduire les marges financières et assurer la viabilité des opérations, le projet s'efforcera également de renforcer les institutions de prêt informelles de premier rang, grâce à des actions de formation et d'assistance technique, ainsi qu'à la fourniture de matériel au niveau local. Les services financiers seront proposés aux conditions du marché, et l'on veillera tout particulièrement à maintenir le pouvoir d'achat du fonds de crédit.

29. **Gestion et supervision du projet.** Cette composante vise à améliorer la qualité des activités conçues avec la participation des bénéficiaires, ainsi que l'administration générale du projet. Elle prévoit en outre de demander à une institution indépendante d'évaluer - en collaboration avec les intéressés - l'impact des activités sur les bénéficiaires eux-mêmes ainsi que les résultats obtenus dans la zone du projet.

D. Coûts et financement du projet

30. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et financiers, est estimé à 17,6 millions de USD (voir le tableau 1). Le FIDA financera environ 68% de ce montant, le gouvernement environ 14%, les bénéficiaires 15% et les ONG 3%. Le plan de financement du projet est présenté au tableau 2. Il est prévu une période de décaissement de six ans.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Développement communautaire					
Renforcement des organisations communautaires	1 758	-	1 758	-	11
Fonds pour les initiatives communautaires	4 326	2 351	6 676	35	42
Services de développement de la production	1 272	-	1 272	-	8
Total partiel	7 355	2 351	9 706	24	61
Services financiers					
Fonds de crédit	1 938	-	1 938	-	12
Renforcement institutionnel	508	-	508	-	3
Total partiel	2 447	-	2 447	-	15
Unité de gestion du projet					
Administration et gestion	2 814	661	3 475	19	22
Supervision	120	-	120	-	1
Évaluation	150	-	150	-	1
Total partiel	3 084	661	3 745	18	24
Total des coûts de base	12 885	3 012	15 897	19	100
Provision pour aléas d'exécution	304	249	552	45	3
Provision pour aléas financiers	919	232	1 151	20	7
Total des coûts du projet	14 108	3 492	17 600	20	111

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		ONG		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
Développement communautaire													
Renforcement des organisations communautaires	1 254	66,8	437	23,2	188	10,0	-	-	1 879	10,7	-	1 738	141
Fonds pour les initiatives communautaires	4 226	54,1	39	0,5	1 140	14,6	2 400	30,8	7 805	44,3	2 785	4 537	483
Services de développement de la production	1 037	74,6	54	3,9	139	10,0	159	11,5	1 389	7,9	-	1 285	104
Total partiel	6 517	58,8	531	4,8	1 467	13,2	2 559	23,1	11 074	62,9	2 785	7 560	728
Services financiers													
Fonds de crédit	1 357	70,0	-	-	581	30,0	-	-	1 938	11,0	-	1 938	-
Renforcement institutionnel	487	90,0	-	-	54	10,0	-	-	541	3,1	-	501	41
Total partiel	1 844	74,4	-	-	636	25,6	-	-	2 480	14,1	-	2 439	41
Unité de gestion du projet													
Administration et gestion	3 378	89,9	-	-	378	10,1	-	-	3 756	21,3	707	2 911	138
Supervision	116	90,0	-	-	13	10,0	-	-	129	0,7	-	120	10
Évaluation	145	90,0	-	-	16	10,0	-	-	161	0,9	-	149	12
Total partiel	3 639	89,9	-	-	407	-	-	-	4 046	23,0	707	3 179	160
Décaissement total	12 000	68,2	531	3,0	2 510	14,3	2 559	14,5	17 600	100	3 492	13 179	929

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres,





E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

31. **Passation des marchés.** Les achats de biens et services financés par le FIDA se feront conformément aux directives du Fonds. Les achats de véhicules et de matériel feront l'objet d'appels d'offres locaux. Les contrats relatifs aux organismes privés de développement rural et à l'assistance technique feront eux aussi l'objet d'appels d'offres locaux, selon des procédures agréées par le FIDA et conformément à la réglementation officielle du pays en matière d'achat de services. Les contrats de travaux publics d'un montant inférieur à 30 000 USD seront passés directement. Les projets d'irrigation dont le coût représente un montant supérieur à 30 000 USD seront exécutés par l'INDRHI dans le cadre d'un accord passé avec l'UGP avec l'agrément du FIDA. Tout contrat de fourniture de biens et services d'un montant estimé égal ou supérieur à l'équivalent de 200 000 USD sera passé par voie d'appel d'offres international. Les contrats relatifs à des biens et services dont le coût estimatif est égal ou supérieur à l'équivalent de 100 000 USD mais inférieur à 200 000 USD seront passés par voie d'appel à la concurrence dont la publicité est faite localement, selon des modalités convenant au FIDA. Tout contrat de biens et services d'un montant égal ou supérieur à l'équivalent de 30 000 USD mais inférieur à 100 000 USD sera adjugé après comparaison d'au moins trois devis de fournisseurs locaux répondant aux critères d'attribution figurant dans l'accord de prêt, conformément à des procédures acceptables pour le Fonds.

32. **Décaissements.** Les décaissements relatifs aux dépenses d'exploitation, aux salaires et aux travaux publics pour un montant inférieur à 10 000 USD se feront sur la base des états de dépenses. Les projets de travaux publics d'un montant supérieur à 10 000 USD, les versements aux entrepreneurs locaux participant à des activités de développement et l'assistance technique devront être justifiés par une documentation détaillée. Un compte spécial sera ouvert auprès de la banque centrale au nom du projet, et tous les fonds du prêt seront libellés en dollars des États-Unis. Le décaissement des fonds de contrepartie entre le moment de la signature de l'accord de prêt et celui de l'entrée en vigueur du prêt sera autorisé jusqu'à un plafond de 500 000 USD. Dès le début du projet, le FIDA avancera 1 200 000 USD, ce qui correspond à peu près aux dépenses du projet pour six mois. Le projet disposera également d'un compte en monnaie locale auprès de la Banque de réserve où les autorités verseront les fonds de contrepartie chaque année. Lors de la négociation de l'accord de prêt, le Fonds est convenu de financer rétroactivement toutes les dépenses autorisées afférentes à la mise en place de l'UGP et d'appuyer rapidement les activités socio-communautaires nécessaires dans les plus brefs délais pour atténuer les conséquences du cyclone "George". En collaboration avec le bureau local du PNUD, le gouvernement soumettra au Fonds pour approbation un plan relatif à ces activités. Tous les marchés de biens et services seront passés conformément aux procédures établies dans l'accord de prêt. La date de clôture du prêt est fixée au 31 décembre 2005.

33. **Comptabilité et vérification des comptes.** Dès l'entrée en vigueur du prêt et avant le dépôt initial du montant du prêt au compte spécial, les responsables du projet chargeront un bureau d'experts comptables de mettre en place les systèmes de comptabilité et de contrôle interne. Les comptes seront établis par composante et par catégorie, en fonction des méthodes de classification des dépenses publiques. Un bureau ayant l'agrément du FIDA sera choisi par le projet pour procéder à la vérification annuelle des systèmes de comptabilité et de gestion. Les autres organismes tiendront des comptes distincts pour les dépenses liées au projet. Les comptes du projet vérifiés et le rapport de vérification des comptes, assortis d'un avis distinct sur les états de dépenses et sur le compte spécial, seront soumis au FIDA six mois au plus tard après la fin de l'année budgétaire du projet.

F. Organisation et gestion⁵

34. **Participation des bénéficiaires.** Durant l'exécution du projet, les bénéficiaires détermineront, sélectionneront et classeront par ordre de priorité leurs besoins en matière d'investissements sociaux et de production, d'assistance technique, de formation et de micro-entreprises, la priorité allant à des initiatives communautaires respectant l'équilibre entre hommes et femmes ainsi qu'à des activités sociales et de production. Des représentants des bénéficiaires seront élus pour participer aux travaux du CPE et du comité directeur, et l'on veillera à respecter la parité entre les sexes. Les conditions fixées pour les deux comités en matière de quorum et de droit de vote seront telles que les bénéficiaires puissent participer de près à la prise des décisions.

35. **Exécution du projet.**⁶ Le STP/ONAPLAN sera chargé de l'exécution du projet. Il sera créé un comité directeur composé du directeur ou du directeur adjoint de l'ONAPLAN, qui présidera les travaux du comité, du gouverneur d'une des provinces visées par le projet (avec roulement annuel), d'un représentant de la DGPM, du Sous-Secrétaire à l'agriculture, du gestionnaire du portefeuille de pays du FIDA pour la République dominicaine ou de son représentant (en qualité d'observateur), d'un représentant des ONG travaillant pour le projet (avec roulement annuel) et de trois représentants des bénéficiaires venant chacun d'une province. Le comité directeur sera chargé d'approuver et de superviser les plans de travail et budget annuels ainsi que de donner des avis, en veillant à ce que les objectifs généraux du projet soient atteints et que les activités d'investissement soient menées conformément aux grandes orientations de la République dominicaine et du FIDA, ainsi que de la stratégie provinciale de planification.

36. Il sera créé dans la zone du projet une unité de gestion du projet (UGP) financièrement et administrativement autonome qui sera chargée d'administrer et de coordonner l'exécution du projet pour le compte de l'ONAPLAN. Le fonds d'investissement communautaire sera géré par un administrateur, L'UGP comprendra le directeur du projet, deux coordonnateurs (pour le développement communautaire et les services financiers), secondés par un agent de suivi, un administrateur, un spécialiste des questions d'équité entre hommes et femmes et, pour les deux premières années de l'exécution du projet, un conseiller technique international de haut niveau. En raison de l'éloignement de la province d'Elías Piña et du caractère particulier des activités d'aménagement du bassin de l'Artibonito, il sera créé dans cette zone une annexe de l'UGP. L'UGP sera également chargée de passer les contrats de services et d'en assurer la coordination pour les différentes activités et, avec l'appui du PNUD, de sélectionner les organismes locaux qui feront office d'agents de promotion, ainsi que de prendre les dispositions nécessaires avec les organismes d'exécution pour ce qui concerne l'assistance technique, les infrastructures sociales et productives, la formation et les autres services requis pendant l'exécution du projet. D'autre part, le PNUD coordonnera les services et l'assistance technique fournis au projet par des organismes internationaux (GTZ, Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)).

37. L'UGP travaillera par l'intermédiaire du CPE, qui comprendra des représentants des groupes de bénéficiaires (un représentant par agent de promotion, hommes et femmes étant également représentés, ainsi que deux représentants locaux des ONG responsables des agents de promotion. L'UGP sera représentée par le directeur du projet, les coordonnateurs chargés du développement communautaire et des services financiers ainsi que par l'administrateur du fonds pour les initiatives communautaires. Les initiatives menées par les bénéficiaires seront choisies conformément aux grandes lignes énoncées dans la composante développement communautaire. Le CPE examinera et approuvera les projets soumis par la communauté, par un groupe ou par une organisation; il dressera

⁵ Voir l'appendice V.

⁶ Voir l'appendice VI.



des plans de travail annuels, examinera et approuvera les rapports trimestriels d'activité établis par l'unité de suivi et, enfin, proposera des solutions de rechange pour l'exécution s'il s'avère que le projet n'est pas en mesure d'atteindre les objectifs fixés. La participation de l'INDRHI fera l'objet d'un accord-cadre avec l'UGP ayant l'agrément du FIDA. Les travaux retenus par les bénéficiaires pour les réseaux d'irrigation seront approuvés et financés chaque année au cas par cas.

38. **Spécificité hommes-femmes.** Des mesures favorisant l'équité entre hommes et femmes seront prises et suivies par le spécialiste de cette question pour le projet, compte tenu des recommandations de séminaires organisés par le FIDA en Amérique du Sud et en Amérique centrale. La parité entre les sexes sera respectée dans toutes les activités qu'offrira le projet. On veillera à ce que les femmes soient représentées au même titre que les hommes au CPE et au comité directeur, enfin, au sein des ONG agissant en qualité d'agents de promotion, la moitié des responsables de la promotion communautaire sur le terrain seront des femmes. Il est prévu de former le personnel du projet et celui des ONG aux divers aspects de la spécificité hommes-femmes ainsi qu'aux politiques et stratégies de travail s'y rapportant.

39. **Suivi et évaluation.** Il sera créé à l'UGP une unité de planification et de suivi chargée de communiquer l'information gestionnaire au directeur du projet et au CPE ainsi que d'assurer une rétro-information aux bénéficiaires et de les informer des résultats obtenus. L'audit social sera la principale source de l'information gestionnaire destinée à améliorer la prise des décisions au sein de l'UGP.

40. Le FIDA chargera une entité nationale indépendante d'examiner périodiquement les activités du projet, notamment de faire une évaluation à moyen terme et une évaluation finale. Cette entité devra en principe s'attacher à évaluer l'efficacité de l'approche axée sur la demande et chargera une institution locale spécialisée de faire une enquête de référence.

41. Cette enquête permettra de préciser la demande des bénéficiaires, les composantes du projet ainsi que les indicateurs et repères spécifiques de la problématique hommes-femmes définis lors de la préévaluation, de même qu'à formuler des indicateurs de participation et de performance différenciés selon le sexe. Le système d'évaluation périodique s'appuiera sur des indicateurs de performance géographiquement et chronologiquement spécifiques qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes et incluent la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté.

G. Justification économique

42. On estime que: i) 10 500 familles au moins bénéficieront des infrastructures sociales et des routes; ii) 2 800 familles de petits exploitants agricoles - dont au moins 1 000 ménages dirigés par une femme - bénéficieront des programmes d'assistance technique agricole, des projets d'irrigation et du crédit; iii) 1 350 salariés - agricoles ou non, dont au moins 50% de femmes - bénéficieront des programmes d'assistance technique et du crédit octroyé pour des micro-entreprises rurales.

43. L'objectif général du projet, qui est de faire reculer la pauvreté parmi les petits producteurs et les petits entrepreneurs, se retrouve dans les différents modèles proposés pour l'analyse économique et financière - modèles qui ont été choisis compte tenu des possibilités locales et nationales de commercialisation des produits, notamment riz, maïs, haricots, café, bananes ainsi que produits de l'horticulture irriguée. Les mêmes critères ont été utilisés pour les propositions concernant les petites entreprises. Les prix au niveau national ne devraient pas être touchés par la production supplémentaire dans la zone en raison de l'existence de créneaux de commercialisation et du fait que ces niveaux de production représentent un pourcentage relativement faible de la production nationale.

44. L'analyse des indicateurs économiques du projet fait apparaître un taux de rentabilité interne de 14,5% pour un coût d'opportunité du capital de 8% et un rapport avantages/coûts de 1,23. La valeur actuelle nette de la production a été chiffrée à 5,7 millions de USD. Une analyse de sensibilité des indicateurs financiers et économiques du projet a montré qu'un recul de 10% des recettes du projet pourrait ramener le taux de rentabilité interne à 11,1%.

H. Risques

45. Deux principaux risques pourraient compromettre le projet: i) l'hésitation des autorités à mener à bien les programmes de décentralisation et de modernisation de l'État et ii) la résistance d'institutions d'État peu désireuses de participer à des activités entreprises avec des ONG en fonction de la demande. C'est précisément parce que le FIDA cherche à minimiser ces risques qu'il a choisi le STP /ONAPLAN comme organisme d'exécution. D'autre part, la présence du gestionnaire de portefeuille du pays du FIDA au sein du comité directeur et la supervision directe du projet par le Fonds devraient affermir le dialogue et renforcer l'influence du FIDA dans le processus de décision concernant le recul de la pauvreté et les politiques de décentralisation. Le projet ne comporte qu'un faible risque du point de vue de la production et de la commercialisation, et les résultats de l'analyse de sensibilité des indicateurs financiers et économiques évoquée plus haut attestent de sa solidité. Enfin, les propositions formulées ci-dessous contribueront sans doute à minimiser l'impact négatif que pourrait avoir le projet sur l'environnement.

I. Impact sur l'environnement

46. Le projet a été classé dans la catégorie B du fait que les recommandations et interventions ci-après permettront de faire face aux effets négatifs qu'il pourrait avoir sur l'environnement. Les investissements et mesures prises dans le cadre des politiques écologiques adoptées pour le projet permettront de régénérer certaines zones où il y a risque de dégradation. L'assistance technique dans le domaine de l'agriculture et des micro-entreprises s'appuiera sur des pratiques sûres du point de vue de la conservation des sols, de l'eau et de la végétation, ainsi que sur l'utilisation prudente des pesticides et produits chimiques (normes du Codex Alimentarius FAO/Organisation mondiale de la santé). La prudence sera de mise dans l'assistance fournie pour les cultures à flanc de colline et la gestion des troupeaux, de façon à éviter surpâturage, tassement des sols et érosion. À cette fin, des directives ont été formulées dans le cadre de l'analyse de la situation et de l'impact écologiques.⁷

J. Aspects novateurs

47. Le projet sera novateur à plusieurs titres: i) mise en place d'une démarche de planification annuelle participative des investissements et des activités axée sur la demande, qui ne financera que les initiatives de groupes de bénéficiaires; ii) recours au secteur privé pour l'organisation et les services techniques. Au lieu d'être directement associée à l'exécution du projet, l'UGP passera des contrats à cette fin avec des institutions privées et publiques; iii) appui aux services financiers ruraux en faisant appel au réseau financier informel local qui participera aux opérations de premier rang; iv) adoption de mesures visant à favoriser l'équité entre hommes et femmes à tous les niveaux du projet.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

48. Un accord de prêt entre la République dominicaine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

⁷ Voir l'appendice VII.

49. La République dominicaine est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

50. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

51. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République dominicaine un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à huit millions sept cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (8 750 000 DTS) venant à échéance le 15 janvier 2019 et avant cette date, Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président,

Le Président
Fawzi H, Al-Sultan

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

1. Le Gouvernement de la République dominicaine constitue légalement une UGP décentralisée, financièrement et administrativement autonome, dotée de services techniques et administratifs répondant aux besoins des institutions, organisations et communautés rurales qui participent au projet.
2. Le Gouvernement fait en sorte que l'ONAPLAN désigne le directeur de l'UGP, sous réserve que les qualifications des trois candidats retenus sur la liste courte soient portées à la connaissance du FIDA.
3. Le Gouvernement désigne l'administrateur de l'UGP sous réserve de l'approbation du FIDA.
4. Le Gouvernement ouvre et tient un compte du projet à la Banque de réserve nationale ou dans une autre banque acceptable par le FIDA; pour la première année d'exécution du projet, il prélève sur ses fonds propres et dépose à ce compte des fonds de contrepartie équivalant à 254 000 USD; les fonds de contrepartie déposés ultérieurement sont conformes aux estimations du plan de travail annuel. Le directeur et administrateur de l'UGP est autorisé à faire toutes les opérations nécessaires sur ledit compte.
5. Aucun retrait n'est effectué par le Gouvernement sur le compte du prêt ou sur le compte spécial en relation avec la catégorie IV (crédit) tant que:
 - a) l'accord subsidiaire n'a pas été dûment conclu entre l'UGP et l'ADEMI ou toute autre institution financière dûment choisie par l'UGP, sous réserve de l'approbation du FIDA;
 - b) les réglementations applicables à la composante services financiers n'ont pas été adoptées par l'ADEMI ou par une autre institution financière dûment choisie par l'UGP.
6. Aucun retrait n'est opéré par le Gouvernement sur le compte de prêt ou sur le compte spécial:
 - a) dans le cas où s'instaurerait une situation qui, selon le jugement mûrement réfléchi du FIDA gênerait ou empêcherait la bonne exécution du projet ou mettrait l'UGP ou un autre organe d'exécution du projet dans l'impossibilité de s'acquitter de l'une quelconque de ses obligations;
 - b) dans le cas où les réglementations concernant la composante services financiers ou l'accord subsidiaire ou l'une quelconque de leurs dispositions respectives auraient été suspendues ou annulées, en totalité ou en partie, ou abrogées ou amendées, ou n'auraient pas été respectées, si bien que, selon le jugement mûrement réfléchi du FIDA, l'exécution de la composante services financiers serait matériellement compromise.
7. Le Gouvernement autorise une institution indépendante locale à effectuer pour le compte de l'ONAPLAN, sous réserve de l'approbation du FIDA, l'évaluation des résultats du projet et de l'impact socio-économique de ses composantes sur les bénéficiaires.



ANNEXE

8. Un conseiller technique international est sélectionné en concertation par le directeur national de l'ONAPLAN et le FIDA; il est recruté pour un an, le contrat pouvant être reconduit une seconde année, sous réserve de l'appréciation du directeur de l'ONAPLAN. Il aide le directeur de l'UGP pour tout ce qui concerne le développement rural, les problèmes financiers et contractuels posés par la gestion du personnel et les modalités de participation des bénéficiaires.

9. Le représentant local du PNUD détermine avec le directeur de l'ONAPLAN les besoins en assistance technique auxquels devront répondre les organisations d'assistance bilatérale et multilatérale présentes dans le pays. L'ONAPLAN charge le PNUD de l'administration des ressources nécessaires.

COUNTRY DATA

Land area (km² thousand) 1995 1/	48	GNP per capita (USD) 1996 2/	1,600
Total population (million) 1996 1/	8	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-96 2/	3.1
Population density (people per km²) 1996 1/	160	Average annual rate of inflation, 1990-96 2/	12.3
Local currency	Dominica n Peso	Exchange rate: USD 1 =	DOP 15.00
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-96 1/	2.1	GDP (USD million) 1996 1/	13 169
Crude birth rate (per thousand people) 1996 1/	26	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	3.0
Crude death rate (per thousand people) 1996 1/	5	1990-96	4.7
Infant mortality rate (per thousand live births) 1996 1/	40	Sectoral distribution of GDP, 1996 1/	
Life expectancy at birth (years) 1996 1/	71	% agriculture	12.9
Number of rural poor (million) 1/	1	% industry	31.6
Poor as % of total rural population 1/	29.8	% manufacturing	17.0
Total labour force (million) 1996 1/	3	% services	55.4
Female labour force as % of total, 1996 1/	29.3	Consumption, 1996 1/	
Education		General government consumption (as % of GDP)	6.2
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1995 1/	103.0	Private consumption (as % of GDP)	74.8
Adult literacy rate (% of total population) 1994 3/	81.5	Gross domestic savings (as % of GDP)	19.0
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1992 3/	n.a.	Merchandise exports, 1996 1/	3 893
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1992 3/	n.a.	Merchandise imports, 1996 1/	6 300
Prevalence of child malnutrition (% of children under 5) 1990-96 1/	6.0	Balance of merchandise trade	-2 407
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-95 1/	5.3	before official transfers, 1996 1/	-1 269
Physicians (per thousand people) 1994 1/	1.1	after official transfers, 1996 1/	- 110
Access to safe water (% of population) 1990-96 3/	65	Foreign direct investment, 1996 1/	394
Access to health service (% of population) 1990-95 3/	78	Government Finance	
Access to sanitation (% of population) 1990-96 3/	78	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1995 1/	0.8
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 1995 1/	15.6
Food imports as percentage of total merchandise imports 1996 1/	n.a.	Total external debt (USD million) 1996 1/	4 310
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1994-96 1/	727	Total external debt (as % of GNP) 1996 1/	33
Food production index (1989-91=100) 1994-96 1/	104	Total debt service (% of exports of goods and services) 1996 1/	11.4
Land Use		Nominal lending rate of banks, 1996 1/	n.a.
Agricultural land as % of total land area, 1994 4/	80.8	Nominal deposit rate of banks, 1996 1/	n.a.
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	16		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	32.7		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	13.7		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1998

2/ World Bank, *Atlas*, 1998

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1997

4/ World Bank, *The World Development Indicators CD-ROM*, 1998



PREVIOUS IFAD LOANS TO THE DOMINICAN REPUBLIC

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/ Grant Amount (million)	Disbursement (as percentage of approved amount)
Consolidation and Development of Rural Settlement Project	IDB	IDB	I	19 Dec 79	21 Apr 80	31 Dec 88	L - I - 28 - DO	SDR	9.30	85.1%
Small Scale Food Producers Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	I	31 Mar 82	04 Mar 83	30 Jun 89	L - I - 98 - DO	SDR	9.00	69.2%
South Western Region Small Farmers Project	IFAD	UNOPS	I	03 Dec 87	20 Apr 90	31 Dec 97	L - I - 216 - DO	SDR	6.10	89.9%
Agricultural Development Project in San Juan de la Maguana	IDB	IDB	I	02 Dec 93	25 Feb 97	30 Jun 01	L - I - 345 - DO	SDR	4.25	3.4%
Total									28.65	

Note: I = Intermediate



LOGICAL FRAMEWORK

NARRATIVE SUMMARY	GENDER SPECIFIC INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS AND EXTERNAL RISK
<p>Development Objectives Sustainable improvement in the standard of living of the rural poor achieved through increased real income from enhanced agricultural production and improved social and productive infrastructure</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Fewer unmet basic necessities - Decrease in percentage of poverty level - Increased monetary income (women, men) - Degree of recapitalization of family farm enterprise or microenterprise - Rural employment created (seasonal, permanent) 	<p>Mid-term, final and ex post evaluation</p>	
<p>Project Objective Poor beneficiary communities (men and women) participate actively through organizations in the social and productive development of their region, within the framework of integrated natural resource management</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Improved production and productivity - Degree of development of local organizations - Increased price margins negotiated by farmers' organizations - Performance of financial portfolio (amount, delinquency) - Representation of beneficiary organizations in provincial councils - Number of projects planned and completed by beneficiary organizations through their own efforts - Community initiatives fund investments incorporated in provincial development plans - Increased microenterprise profits - Percentage of beneficiaries in new economic pursuits - Increase of products in market for all three provinces - Degree of women's participation in positions of responsibility in beneficiary organizations - Number of water user groups with management capabilities - Increased level of responsibility for operation and maintenance of infrastructure put in place through community initiatives fund 	<ul style="list-style-type: none"> - Mid-term, final and ex post evaluation - Participatory rural appraisal - Tracking by monitoring and planning unit - Subcontractor reports - Specific studies 	<ul style="list-style-type: none"> - Complementary services (health, education sectors) provided by specialized government agencies, or projects are in place for effective implementation of social infrastructure - Government ensures continued prioritization of rural development and eradication of poverty within the modernization and decentralization programmes
<p>Outputs 1. Local institutions promote, offer orientation and support services in response to client demand to carry out productive and social initiative projects</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number of feasible productive projects presented to PMU for [X] high watershed communities - Number of feasible productive projects presented to PMU for potential irrigable lands - Number of feasible social infrastructure projects presented to PMU - Number of farmers' organizations with by-laws, etc. averaging 40 members with at least 40% of women - Year-by-year improvement in project formulation measured as a percentage of projects presented to PMU - Number of beneficiaries trained in agricultural aspects, marketing, microenterprise, business administration, vocational skills, etc. - Number of farmers supported by TA required for effective use of productive and social infrastructure 	<ul style="list-style-type: none"> - Information system of monitoring unit - Promotion contracts - Signed implementation contracts - TA and training database - Regular, periodic reports 	<ol style="list-style-type: none"> 1. On completion of training, personnel of local institutions continue in their posts within respective organizations 2. Community initiatives are implemented unimpeded by local authorities or administration 3. Fluctuation of financial spread does not distort the beneficiaries' interest rate 4. Political change does not negatively impact on PMU 5. Potential executing agencies do not hamper the process of using the community initiatives fund



NARRATIVE SUMMARY	GENDER SPECIFIC INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS AND EXTERNAL RISK
Outputs (cont.) 2. First and second-tier rural financial services are accessible to users in user-friendly modalities, reflecting real demands and recapitalization potential	<ul style="list-style-type: none"> - Number of disbursements to microenterprises and non-agricultural activities - Number of disbursements for agricultural activities - Percentage of loan repayment - Intermediary financial institutions portfolio growth rate - Time lapsed between request and credit delivery reduced to X days - Amount and type of revolving funds for microenterprises 	<ul style="list-style-type: none"> - Archive of first and second-tier financial services - Transfers, contracts - Monitoring and evaluation formats 	
3. Community initiatives fund implements productive and social projects	<ul style="list-style-type: none"> - 80% of projects presented to the PMU are executed in time allotted - Number of implemented investments in social infrastructure with X groups in place with Y participants - Number productivity investments in X groups in place with Y participants 	<ul style="list-style-type: none"> - Formats for monitoring and evaluation, social auditing - Contracts with executing agencies - Reports by coordinator of community initiatives fund 	
4. A management system for the project is functioning, integrating public and private institutions and beneficiary organizations	<ul style="list-style-type: none"> - Annual workplan agreed by consensus at end of each year - Planning and implementation gap decreased 10% annually - Number of agreements signed with NGOs, executing agencies - Governmental and non-governmental institutions involved in planning, implementation and evaluation of project activities complete 90% of signed contracts - External evaluations performed 	<ul style="list-style-type: none"> - Monitoring and evaluation formats - Agreements - Maintenance of planning and monitoring unit archives 	

**DESARROLLO COMUNITARIO****Diagrama 1****Plan de incorporación de beneficiarios y APA por provincias y municipios**

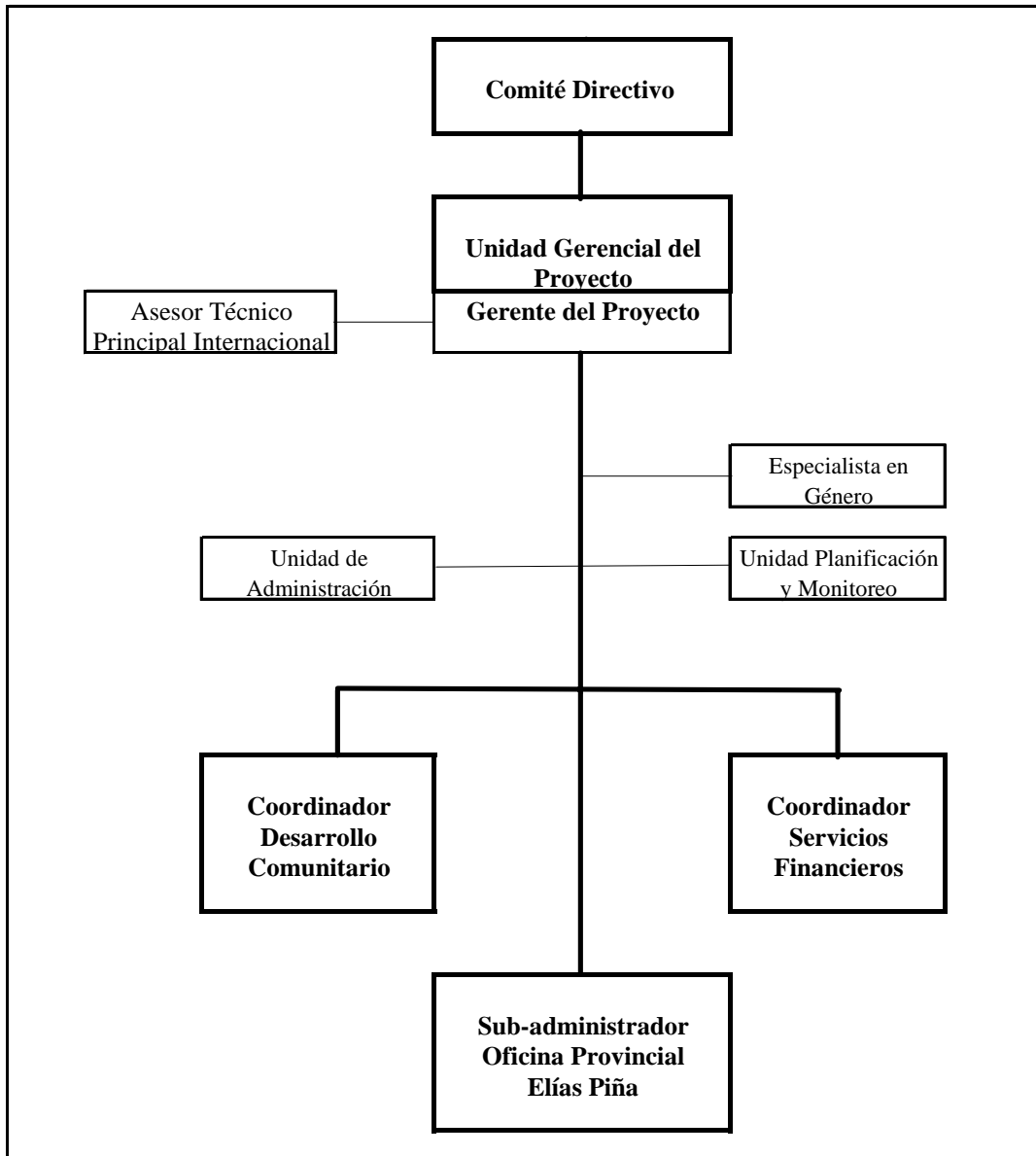
APA	Provincia	Municipios	1er. Año		2do. y 3er. Año		4to. Año		5to.-6to. Año
			Familias Atendidas	N° Promotores	Familias Atendidas	N° Promotores	Familias Atendidas	N° Promotores	N° Promotores
1	Bahoruco	Neiba Galván	1 000	3	1 500	7	520	4	2
2	Elías Piña	Comendador El Llano Hondo Valle	800	2	1 000	6	560	3	2
3	Independencia	Duvergé	340	1	200	1	100	1	
4	Independencia	Jimaní La Descubierta Poster Río	780	2	200	3	100	2	2
5	Bahoruco	Por determinar			1 200	3	840	2	2
6	Elías Piña	Por determinar			800	2	560	2	2
Total familias incorporadas por año			2 920	8	4 900	22	2 680	14	10
Total acumulativo familias			2 920		7 820		10 500		

**Diagrama 2****Etapas en la metodología participativa por demanda de los beneficiarios del proyecto**

Etapas	Descripción	Productor intermedio	Responsables	Apoyo externo
1 Preparación y diagnóstico	Promoción y diagnóstico participativo de la comunidad	Diagnóstico comunal identificando limitaciones y potencialidades sociales y productivas	Comunidades, grupos y organizaciones, ONG contratadas como APA	
2 Identificación de iniciativas	Discusión y selección participativa de las iniciativas y proyectos sociales y productivos comunitarios	Relación priorizada de iniciativas comunales sociales productivas	Comunidades, grupos y organizaciones, ONG contratadas como APA	
3 Pre-factibilidad	Iniciativas sociales y productivas de la comunidad preparadas a nivel de pre-factibilidad	Portafolio de iniciativas comunales, sociales y productivas a nivel de pre-factibilidad	Líderes de las comunidades, grupos y organizaciones y ONG contratadas como APA	Asistencia Técnica Local disponible de acuerdo con las necesidades y naturaleza de las iniciativas
4 Factibilidad	Iniciativas sociales y productivas de la comunidad son preparadas a nivel de factibilidad	Portafolio de iniciativas comunales, sociales y productivas a nivel de factibilidad	Líderes de las comunidades, grupos y organizaciones y ONG contratadas como APA	Asistencia técnica Local disponible de acuerdo con las necesidades y naturaleza de las iniciativas
5 Evaluación y selección de iniciativas/proyectos	Iniciativas comunitarias en forma de proyectos son priorizados y seleccionados para cada provincia	El Plan Operativo Anual preparado en base a las iniciativas comunitarias presentadas como proyectos para el FIC o créditos	Comité de Planificación y Operación (CPO), representantes de las comunidades, ONG, IFI y personal de la UGP	
6 Aprobación del Plan Operativo Anual	La UGP presenta el Plan Operativo Anual (POA) al Comité Directivo	El POA es analizado y aprobado por el Comité Directivo	Comité Directivo, Líderes de las comunidades, grupos y organizaciones, ONG y otras instituciones técnicas contratadas	
7 Implementación de proyectos comunitarios seleccionados	Los proyectos seleccionados son implementados bajo supervisión de la comunidad	Las inversiones en proyectos sociales y productivos están en ejecución	Líderes de las comunidades, grupos y organizaciones, ONG y otras instituciones técnicas contratadas	Asistencia Técnica Local apoya la implementación de los proyectos sociales y productivos
8 Seguimiento de iniciativas y proyectos implementados	Las iniciativas/proyectos son monitoreados	Informes de evaluación analizados por POC y UGP Acciones correctivas tomadas de acuerdo a las necesidades	Unidad de Seguimiento de la UGP y miembros seleccionados de las comunidades beneficiarias	



ORGANIGRAMA DE LA UNIDAD GERENCIAL DEL PROYECTO





ORGANIZACION Y ADMINISTRACIÓN

1. La agencia ejecutora del presente proyecto es la Secretaría Técnica de la Presidencia (STP), a través de la Oficina Nacional de Planificación (ONAPLAN). Las funciones que han sido encomendadas por el presente Gobierno a la STP incluyen, entre otras, las políticas y programas de alivio a la pobreza; descentralización y modernización del Estado; promoción de la mujer, a través de la DGPM; y la planificación y preparación de los presupuestos anuales. Dentro de este marco institucional, ONAPLAN es directamente responsable de las políticas y acciones de gestión territorial, planificación ambiental, social, económica, de ciencias y tecnología, y de la cooperación internacional.
2. La naturaleza y objetivos del proyecto lo ubican en cuatro planos de acciones y operaciones: (i) alivio a la pobreza rural; (ii) fortalecimiento a la descentralización/modernización del Estado; (iii) privatización de la oferta de servicios a los beneficiarios; y (iv) desarrollo productivo agropecuario y microempresarial. Estas características del proyecto requieren de un agencia ejecutora nacional con capacidad de acción multisectorial y de coordinación interinstitucional, función que supera los marcos sectoriales de acción, tanto de la Secretaría de Agricultura, como también del BARD y el INDRHI, los cuales son organismos altamente especializados en los temas de crédito y manejo de los recursos hídricos. Es en base a estos requerimientos operacionales del proyecto que la Misión de Evaluación ratificó la selección de STP/ONAPLAN como agencia coordinadora nacional del proyecto.
3. La implementación del proyecto, bajo ONAPLAN, requerirá de la participación de otras instituciones nacionales tanto privadas, como públicas, así como del apoyo y asistencia técnica de organismos internacionales. La estrategia del proyecto de trabajar "por demanda", requiere por un lado de una flexibilización del diseño, de tal manera que dentro del "menú" de ofertas del proyecto, los beneficiarios puedan presentar sus iniciativas para el financiamiento de inversiones de tipo social y productivo. Sin embargo, dentro de esta lógica, el proyecto debe definir la direccionalidad del desarrollo rural local, y los marcos de acción dentro de la direccionalidad seleccionada. Es en esta lógica que se estima a priori que un conjunto de instituciones privadas, públicas e internacionales podrán jugar roles de apoyo especializado a las distintas acciones del proyecto.
4. Es así, que en el diseño se estima que las actividades de apoyo y servicios directos a las comunidades beneficiarias será realizado por instituciones privadas, entre las que se incluyen a ONGs, fundaciones y organizaciones formales de naturaleza local. Entre los posibles participantes puede citarse a MUDE, FUNDESUR, Visión Mundial, Patronato de Duvergé, FDD, FUDECO e IDEAC, entre otras. Los servicios financieros serán ejecutados por instituciones formales privadas como banca de segundo piso (Banco ADEMI) y formales e informales como banca de primer piso entre las que se encuentran ADEMI, FDD, FIME/Visión Mundial, MUDE, FUDECO, COOPACRENE, Cooperativa La Sureña y COOTRALCOA.
5. Dentro de la organizaciones estatales, el apoyo especializado en las áreas de diseño y construcción de obras de riego lo brindará INDRHI, mientras que los temas de extensión y desarrollo agropecuario, así como comercialización contarán con la participación de las distintas reparticiones de la SEA. El BARD, organismo ejecutor de la Primera Fase, tendrá una evaluación luego del primer año del proyecto, en base a la cual se determinará su posible participación, como parte de los sistemas financieros del proyecto.



ENVIRONMENTAL SCREENING AND SCOPING NOTE

A. Description of the Project and its Components

1. The general objective of the South Western Region Small Farmers Project - Phase II is to reduce poverty and bring about a sustainable improvement in the living conditions of the poor rural population and their communities. This will be achieved by increasing the beneficiaries' real incomes through enhanced agricultural production and productivity; support to non-agricultural productive activities; improvements in social and productive infrastructure; and increased access to financial resources. The project, which is expected to build on experience gained during the first phase, provides an opportunity to expand the project area and activities on the basis of a decentralized, flexible and demand-driven approach. The project will comprise the following components.

Community Development

2. This component-activity will finance project promotion activities in the project area through training and the provision of TA to community-based, grass-roots organizations; agricultural producers and individuals or groups responsible for operating productive microenterprises or associations and cooperatives; and private institutions responsible for project implementation in the field.

Financial Services

3. **Community Investment Fund.** This component is intended to finance services and investments required by the beneficiaries by means of: (i) a community initiatives fund, and (ii) financial services and credit.

- (i) **A non-reimbursable community initiatives fund** will finance basic productive infrastructure (irrigation (gravity and pump) and drainage works, soil conservation and watershed protection, road repairs and feeder road construction, etc.) and social infrastructure (aqueducts, wells, latrines). Technical support services will be contracted for productive and marketing activities (intensification of agricultural production by adopting soil conservation and agroforestry techniques, integrated pest management and the adoption of high-yielding sustainable crops). Given the importance of irrigation works in the area, more than 50% of the project funds have been allocated to rehabilitation, repairs or new works for water distribution and use.
- (ii) **Financial services and credit.** It is estimated that credit demand for agricultural and non-agricultural microenterprises will be of the order of approximately USD 782 000. Based on expected irrigation and watershed management subproject proposals, it is estimated that the credit component will benefit approximately 2 855 beneficiaries.

Project Management and Monitoring

4. The PMU will be responsible for managing and coordinating project implementation, with the support of an independent monitoring and evaluation system. The PMU will enter into contracts with public and/or private agencies in order to support project activities implemented by the communities and their beneficiaries.



B. Major Site Characteristics

5. The project area covers the three provinces of Independencia, Elías Piña and Bahoruco, including more than 150 km of frontier with Haiti. The total surface area amounts to 3 745 km², or the equivalent of 7.7% of the national territory (48 400 km²), and 19 municipalities. The Neiba sierra which runs westward across the whole area is the tectonic pillar of the island and its interior houses a valley which is situated between two mountainous ranges. Lake Enriquillo, a geographic watershed located between the Neiba and Bahoruco mountains, is a vast saline water reservoir 40 m below sea level with a saline content twice that of the sea. The level of the lake varies according to climatic conditions (hurricanes) and, during the periodic floods, the salinity levels of the productive agricultural areas become high for extended periods of time. The area has also been recently affected by drought.

6. Four major agroecological areas can be identified according to the altitude within the watershed and the proximity to Lake Enriquillo:

- The lower (0-200 m. a.s.l.) watershed around Lake Enriquillo (in Bahoruco and Independencia provinces) is a semi-arid tropical zone with scant natural vegetation, poor rainfall (600-700 mm per year) and a potential evapotranspiration (PET) approximately three times higher than the rainfall. Crop production is only possible with irrigation.
- The middle part (200-500 m. a.s.l.) of the watershed around Lake Enriquillo corresponds to the foothills of the mountains. It is an area of transition, where the PET is 60% higher than the rainfall. The vegetation in the area belongs both to the dry sub-tropical and the sub-humid forest.
- The lower part of the watershed, situated in the province of Elías Piña, has better rainfall (1 200-1 400 mm/year) levels and the PET is around 20% lower than the rainfall, resulting in a sub-tropical wet forest vegetation. Rainfed agriculture is possible, although irrigation is necessary for intensive rice cultivation (El LLano).
- Finally, in the highest part (>500 m. a.s.l.) of the watershed, both on the northern shore of Lake Enriquillo and the southern part of Elías Piña, rainfall is heavier (approximately 1 800 mm/year) and the land is covered by a wet sub-tropical forest that provides most of the fresh water used in the lower irrigated area.

C. Natural Resource Management

7. Water is one of the most critical natural resource management (NRM) issues affecting Neiba, Duvergé and Jimaní where there is high evaporation (2 000 mm/year) and a moisture deficiency during the entire year. In Duvergé, there is a problem of a slow permeability, poor drainage and an increase of the highly saline freatic level and the same occurs in El Llano (Elías Piña) during the dry season (November-April).

8. Soils on the bordering strip of Lake Enriquillo are relatively saline. Before planting, farmers leach their land twice to remove the sodium. However, treating the soils in this way, without solving the drainage problem, could lead to increased saline freatic levels. No sprinklers or dripp systems have been set up in the project area. INDRHI proposes to build/repair small-scale on-farm water reservoirs to regulate water distribution and overcome tedious night irrigation shifts.

9. In the upper watersheds of the project area, agricultural production hinges on natural rainfall. Perennial crops, mainly coffee of the arabica type, and fruit trees are grown alongside annual crops such as beans, yam and cassava. Yields are low, generally below the national average, and very little



fertilizer is used. Weeds grow rapidly on cultivated land and fire is used to clean long-established fallow. Soil and water conservation measures are seldom practised and erosion can lead to severe soil and fertility losses which have often forced people to abandon their plots after growing crops on them for many years. Agricultural intensification through soil and water conservation techniques (terracing, live hedges, ensuring continuous soil cover through perennial crops, organic manuring and composting, etc.) are the recommended techniques for improving crop yields and preventing abandonment of landholdings. At the present time, yields largely depend on the climate, and can vary by as much as 50-100% from one year to another. Climatic variability and the prevailing high humidity also give rise to widespread damage by pest and disease. In Apolinar Perdomo, on the northern side of Neiba, a farmers' school on sustainable agriculture principles has been engaged in demonstrating organic farming techniques for over five years. About 600 farmers from the same watershed are already engaged in organic coffee production and their certified produce is exported to European markets. The project intends to strengthen these efforts by establishing close working relationships with grass-roots organizations involved in the same activity and with Visión Mundial, an NGO that has been involved in organizing and financing the above-mentioned farmers' school and the surrounding network of organic producers.

10. On the valley plains, a large number of farmers (60% of the total) have no access to irrigable land. These farmers work as sharecroppers or in the higher parts of the watershed where rainfed agriculture is possible and where the land is owned by local people (land ownership is not a controversial issue in these areas). The project's soil conservation and agroforestry activities will be therefore undertaken on private lands.

11. In the same areas, however, the lack of transportation is a serious disincentive to producing high-value marketable products other than basic foodstuffs and thus to adopting new technological alternatives and soil conservation techniques. Moreover, environmental stabilization in these situations may depend on the successful organization of credit and marketing cooperatives/associations, easier access to market opportunities, and the provision of set-up costs for adopting recommended agroecological farming systems.

12. While deforestation of long-established fallow areas in the upper watersheds in favour of bean cultivation is indeed a serious problem, it is not linked directly to siltation in the lower part of the watershed due to the absence of conventional water dams. However, rural road rehabilitation is one the interventions most requested by the communities living in the upper part of the watersheds, and thus there is both a major demand for wood products and a resource to be exploited. The regulations governing exploitation and conservation measures should be carefully monitored on the basis of experience with a 10-year GTZ project where a dry sub-tropical forestate (*bosque seco*) is strictly controlled and managed on a sustainable basis by well-established, efficient forest associations.

D. Legal and Institutional Framework for Environment and Natural Resource Management

13. At national level, the project will interact with executive branch agencies such as ONAPLAN, INDRHI, SEA, IAD, and the National Reserve Bank.

14. ONAPLAN is in charge of approving all external financing operations within the framework of public investment programmes, and for coordinating action by State agencies responsible for social and economic development programmes. It is currently engaged in implementing programmes financed by the World Food Programme and is expected to be involved in a World Bank environmental programme in the near future.

15. INDRHI is responsible for managing national water resources. To this end, the organization covers a wide range of operations including watershed protection, construction and supervision of



water works for energy and agricultural use, and the operation and maintenance of irrigation systems. These irrigation systems are slowly being transferred to the users through the establishment of irrigation committees and water users' associations. INDRHI has a substantial budget and receives financial resources from the World Bank and IDB and cofinancing from the IDB/IFAD-financed PRODAS project. With respect to watershed protection activities, there is close collaboration at provincial level between INDRHI staff and the Directorate-General for Forestry (see paragraph 25).

16. SEA is in charge of agricultural development, extension services and rural development. However, due to budget restrictions during recent years, its operations have been largely reduced.

17. IAD was formerly in charge of agrarian reform in the Dominican Republic, contributing to the establishment of land resettlements for landless farmers who could work the land and thus increase their incomes. Apart from the physical aspects of the settlements, IAD was also responsible for the provision of agricultural, social and financial services. It did not play a very active role in the first phase of this project, but there are several IAD settlements in the area proposed to be covered by the present project.

E. Potential Environmental Impact/Concerns

18. Rehabilitation of irrigation works may increase the demand for water, reduce downstream water availability, and hence impact downstream users. It is therefore recommended that water requirements be calculated beforehand as a pre-condition for the approval of works to be financed with project funds.

19. In areas with poor drainage, supporting irrigation development may be associated with a greater risk of waterlogging and salinization. In this case, appropriate drainage works will need to be included in the package of works financed under the project.

20. Insufficient attention to environmental factors in the design of rural road rehabilitation works, i.e., lack of upslope/downslope protection, cross-drainage structures or run-off channels, may have a negative impact during operation. This risk could be avoided by earmarking funds for an environmental impact assessment study to be conducted prior to any before a final decision is taken with regard to financing road rehabilitation works, particularly in areas susceptible to erosion. Specific expertise in road design should be made available by the project through funds earmarked for *ad hoc* technical expertise. Rural road construction may be associated with the potential impact resulting from improved access to isolated areas. To the extent that forests or national parks are part of, or adjacent to, the project area, this matter should be given careful consideration.

21. With respect to the interface between road rehabilitation and potential deforestation, it should be noted that the only forest area that these roads cross is the Bosque Seco (dry forest) at the bottom of the watersheds. This forest is closely controlled and managed by well-established, efficient forest associations.

22. It is to be noted that the project does not foresee the opening up of new access tracks. On the contrary, it will seek to improve existing tracks to reduce the isolation of communities located in the upper watersheds. Proper design, modification and maintenance of existing tracks, often the source of heavy water runoff during the rainy season – will effectively protect all the watersheds.



F. Environmental Classification

23. The project has been classified as Category B. The tentative nature of the classification is inherent to the nature of the project's demand-driven approach and is based on the fact that the potential impact can be addressed through ensuring environmentally-sensitive design of the initiatives identified and proposed by the beneficiaries. In addition, since an environmental screening system is proposed for project implementation, an environmental assessment is not considered appropriate.

G. Follow-up Information and Specific Features of Project Design to Improve Natural Resource Management and Mitigate Environmental Problems

24. At present, there is no specific environmental legislation in the Dominican Republic concerned with the ex ante assessment of environmental impact for rural infrastructure development projects. Specific environmental legislation proposals are being formulated for future discussion in Parliament. In particular, a proposal has been made to merge the institutions dealing with environmental issues, leading to the creation of the Ministry for the Environment and Natural Resources and of a specific National Institute for the Preservation of Natural Resources with linkages to other new institutes that are not yet functioning, as in the case for the National Institute for Forestry Resources.

25. During project negotiations, the status of Parliamentary discussions on environmental legislation proposals should be ascertained so as to identify any IFAD responsibilities under the current proposals.

26. Under current legislation, the only specific environmental aspects refer to water (*codigo de agua*), the establishment and effectiveness of water users' associations and the progressive shift of responsibility for the functioning and maintenance of the irrigation system from the state owned institution (INDRHI) to the private sector (the final users).

H. Environmental Screening of Micro-Project Proposals

27. In order to ensure that due attention is paid to environmental factors, and in line with the demand-driven nature of project implementation, there will be need to screen individual community proposals with regard to their environmental impact prior to approval. Ideally, this should be done during the pre-appraisal/appraisal of individual proposals. One of the functions of the APAs will be to prepare operational plans (according to selection criteria) for evaluation by the PMU and inclusion in the plans of the community initiatives fund. Environmental screening and scoping of operational plans might best be undertaken by APAs for subsequent review by the PMU (environmental concerns could be integrated into the selection criteria for operational plans). A checklist of potential environmental impacts and appropriate mitigation measures could be prepared and used by APA staff in undertaking environmental screening/scoping exercises. The rural sponsors will be asked to pay their share of any environmental mitigation costs that emerge from the screening process as a condition for obtaining project support. The project should obtain Government assurances that subprojects will be undertaken only on the basis of technically proficient environmental screening and scoping during pre-appraisal/appraisal.

28. A list of potential environmental issues has been drawn up (see below). This list may be enlarged during the course of project implementation together with the institutional modalities and implementation arrangements for the screening system:

- (a) With respect to tapping surface water flows, a detailed site-specific assessment of downstream impact due to reduced flow (both in terms of the social impact to downstream users and the physical/hydrological impact) should be performed.



- (b) As to water resource development for agriculture, soils in the proposed target areas (especially in high-risk areas such as Duvergé) should be examined, particularly with regard to the risk of salinization and waterlogging. To a large extent, mitigation will depend on careful site selection and well-designed drainage systems. With respect to the sodium problem in the Neiba Valley, one way of maintaining the soil structure would be to apply gypsum while leaching.
- (c) An analysis should be made of the risk of water-borne disease associated with irrigation development. Information should be obtained on existing baseline infection rates so as to assess the likely impact of the planned irrigation interventions. As a general rule, mitigation measures will involve, among other things, providing support to local health infrastructure and raising public awareness.
- (d) Environmental aspects and pro-active measures will be analysed as a pre-condition for the submission of any watershed microplanning exercise.
- (e) With regard to road rehabilitation/construction, the potential erosion and impact should be examined. Exercising due diligence will normally be limited to ensuring good engineering design (careful alignments, adequate mitigation measures, upslope/downslope protection, cross drainage structures, etc.) and careful monitoring during construction. However, should major consequences be likely, contingency measures should be carefully rationalized.

29. With reference to (c) above, specific expertise for road design will be made available by the project with funds earmarked for *ad hoc* technical expertise in order to strengthen local capacity and ensure environmental diligence in the siting, design and construction of rural roads rehabilitation works.

I. Institutional Strengthening/Capacity-Building

30. Where necessary, environmental management training will be provided for technical staff of the PMU and APAs so to ensure adequate implementation of the above-mentioned screening procedure.

OBJETIVOS, COMPONENTES, ACTIVIDADES Y PARÁMETROS PRODUCTIVOS Y FINANCIEROS

OBJETIVO GENERAL

Contribuir a mejorar las condiciones de vida de la población rural pobre mediante el incremento de sus ingresos a través del aumento de la productividad y el mejoramiento de la infraestructura social y productiva

OBJETIVOS ESPECIFICOS

- (1) La oferta de servicios por parte de organizaciones locales en promoción y asesoramiento, orientados por las demandas de los beneficiario, para la ejecución de iniciativas y proyectos productivos y sociales
 (2) El acceso de los beneficiarios a servicios financieros locales a través de mecanismos ágiles y acordes a sus demandas y potencialidades de capitalización
 (3) El funcionamiento del Fondo de Iniciativas Comunitarias para la realización de inversiones de tipo productivo y social
 (4) El buen desempeño del sistema gerencial del proyecto, contemplando la integración del sector público y privado y las organizaciones de base

COMPONENTES	ACTIVIDADES	Años						Total	COSTOS Y FINANCIAMIENTO DEL				ONG		
		1	2	3	4	5	6		USD	IFAD	GRD	Benef.			
								COMPONENTES							
								millón				%			
A. Desarrollo Comunitario									A. Desarrollo Comunitario	11.08	59	13	28		
Fortalecimiento de las organizaciones de base	Identificación y localización de las organizaciones (Nro. organizaciones)	36	67	63	64	34	264		B. Servicios Financieros	2.48	74	26	-		
	Consolidación y capacitación de grupos de beneficiarios (Nro. Organizaciones)	-	36	103	166	230	264		C. Unidad Ger. de Proyecto	4.05	90	10	-		
	Contratos de servicios de Promoción (USD '000)	156	384	374	238	170	1,492		COSTO TOTAL	17.60	68	14	18		
	Capacitación a promotores (USD '000)	2	4	4	4		14		CATEGORÍAS						
	Capacitación a las organizaciones en gestión, administración, etc (USD'000)	25	25	25	25	15	126		1. Vehículos y	0.22	70	30	-		
	Consultorías de especialistas en participación comunitaria (USD'000)	36	36	36	18		126		2. Fondo Inv.	5.57	65	10	25		
Servicios de Apoyo al Desarrollo Productivo	Transferencia de tecnología a beneficiarios (grupos)	8	31	47	39	15	140		3. Servicios Técnicos	3.46	70	10	20		
	Contratación de servicios de capacitación en temas de producción (USD '000)	19	37	44	49	49	198		4. Crédito	1.94	70	30	-		
	Contratos de servicios de transferencia de tecnología (USD '000)	11	50	174	263	224	808		5. Asistencia Técnica	0.41	100	-	-		
	Consultorías de especialistas en temas productivos	16	38	66	66	54	266		6. Estudios y	1.71	90	10	-		
Fondo de Iniciativas Comunitarias	Participación de los beneficiarios en las inversiones productivas (beneficiarios)	134	1,016	1,779	1,873	1,205	238	6,245	7. Costos de	2.78	90	10	-		
	Participación de los beneficiarios en las inversiones sociales (beneficiarios)	551	814	921	922	780	267	4,255	8. O&M Inver. Comunitarias	1.52	-	34	66		
	Ejecución de las inversiones productivas (USD '000)	60	454	797	838	540	106	2,795		17.60	68	14	18		
	Ejecución de las inversiones sociales (USD '000)	248	364	413	413	350	119	1,907	TRANSFERENCIA A LOS BENEFICIARIOS						
	Estudios de pre-inversión e inversión (USD'000)	40	64	121	151	107	33	517	51%						
	Capacitación en operación y mantenimiento de inversiones. comun. (USD'000)	14	14	14	29	29	43	144	30%						
	Operación y mantenimiento de las inversiones comunitarias (USD'000)	19	105	251	417	522	522	1,314	19%						
B. Servicios Financieros									100%						
Fortalecimiento Institucional	Incorporación IFI's (Nro.)	4	4	-	-	-	-	8	BENEFICIOS DE LA PRODUCCION AGROPECUARIA						
	Beneficiarios de crédito agropecuario y microempresarial	500	880	700	475	120	-	2,675	Incrementos en la producción (USD'000)						
	Fortalecimiento de las instituciones financieras (USD'000)	91	107	48	98	80		424	Incrementos en las jornadas trabajadas (miles)						
	Supervisión y evaluación	14	14	14	14	14	14	84	Ingresos de la familias - año meta- (USD)						
Fondo de Crédito	Requerimientos netos de crédito	180	361	537	671	189		1,938	3,572						
C. Unidad Gerencial del Proyecto									369						
Administración y Gerencia	Compra de vehículos y equipos (USD'000)	195			10			205	2,846						
	Contratación de servicios de asistencia técnica y consultorías (USD'000)	191	191	91	91	91	59	714	ANÁLISIS ECONÓMICO						
	Pago de Salarios a Gerente, Personal técnico y de Apoyo (USD'000)	333	333	333	333	333	333	2,001	ESCENARIO						
	Gastos de operación de la administración y coordinación (USD'000)	149	81	81	82	82	82	555	TIR						
Seguimiento	Contratos de servicios de seguimiento (USD'000)	20	20	20	20	20	20	120	B/C						
Evaluación	Estudio de base, medio término y evaluación ex-post (USD'000)	50		50				150	Benef. -						
	Beneficiarios del Proyecto	685	1,830	2,700	2,795	1,985	505	10,500	11%						
	Total gastos anuales (sin incluir contingencias)	1,832	2,577	3,341	3,659	2,764	1,724	15,897	11%						
									Atraso Incorpor. Benef. 2 años						
									10%						



